

# POUR UNE ÉCOLOGIE RÉVOLUTIONNAIRE

De l'urbanisme à l'impérialisme : Montréal et le Canada au coeur du réchauffement climatique



**CLAC**

# DU DÉFAITISME À LA COLÈRE CLIMATIQUE

L'heure n'est plus aux études scientifiques, aux évaluations et autres rapports de comités : nous savons que nous nous dirigeons vers l'effondrement écologique et les souffrances de masse qu'il implique. Chacun·e peut vous dire que notre monde brûle. Marche pour le climat après marche pour le climat, résolution vide après résolution vide, conférence de presse après conférence de presse, nous voyons tou·te·s qu'absolument rien ne change. Découragé·e·s, désabusé·e·s et privé·e·s de tout pouvoir, les jeunes travailleur·se·s et les étudiant·e·s d'aujourd'hui vivent écrasé·e·s par ce sentiment de fin du monde. Il est en effet beaucoup plus facile pour la plupart d'entre nous d'imaginer la fin du monde que d'imaginer la fin du capitalisme.

Mais ce défaitisme n'est pas une conséquence naturelle de la crise dans laquelle nous nous trouvons – ce défaitisme est un produit. C'est le produit d'une propagande gouvernementale calculée, diffusée dans les écoles et les médias, et délibérément conçue pour nous faire sentir impuissant·e·s face au changement climatique.

Pourquoi? Parce que mettre fin à la crise climatique exige de mettre fin au capitalisme. Face à cette menace, la bourgeoisie et ses gouvernements utilisent deux tactiques pour se protéger.

Tout d'abord, ils récupèrent notre colère et notre pouvoir dans les rouages de la bureaucratie inutile de l'État ou de l'entreprise, ce qui les rendent totalement inoffensifs. La classe capitaliste dépense ainsi des milliards de dollars pour financer des conférences internationales sur le climat : ces conférences sont de la propagande d'État qui canalise notre énergie, notre colère et notre ingéniosité dans des initiatives inutiles, des

réformes législatives insignifiantes et des résolutions inoffensives – rien de cela, et ils le savent, ne représente une menace réelle pour eux. Au contraire on tend à les y présenter comme des sauveurs<sup>1</sup>.

Puis, lorsque ces réformes et accords échouent à produire quelque changement, les capitalistes encouragent volontiers un climat de désespoir et de défaitisme – ils promeuvent intentionnellement le sentiment que rien ne peut être fait. La bourgeoisie préfère littéralement, à la croyance qu'un autre monde est possible, celle de l'inévitabilité de la disparition de l'espèce humaine.

En d'autres termes, la propagande d'État sur la crise climatique donne lieu à deux courants de pensée désastreux : le réformisme climatique d'une part (la croyance erronée que nous pouvons résoudre la crise climatique par des réformes, sans renverser l'État capitaliste), et d'autre part, le défaitisme climatique (la croyance erronée que nous sommes condamné·e·s et impuissant·e·s).

La bonne nouvelle est que nous voyons, à travers ces écrans de fumée, une voie de sortie : la révolution. Armé·e·s des bonnes informations, il est facile de voir qu'un monde meilleur est véritablement possible – et que nous avons collectivement déjà tout ce qu'il nous faut pour le construire !

**La première partie** explique comment la propagande gouvernementale (par exemple, la COP15) produit le faux dilemme du réformisme et du défaitisme.

**La deuxième partie** explique comment le capitalisme, tel un cancer, désorganise tous les processus essentiels au bon fonctionnement de notre société, à la fois à l'échelle locale et mondiale, créant ainsi une « faille » dans nos relations à la nature, dans

notre « métabolisme » :

A) À l'échelle locale, ces failles métaboliques séparent les sites de production alimentaire des sites de consommation alimentaire, crée des zones métropolitaines désorganisées et tentaculaires qui favorisent une dépendance inutile à l'égard des voitures, et repousse les pauvres hors des centres urbains – tous ces modèles peuvent être facilement observés à Tio'tia:ke (Montréal).

B) À l'échelle mondiale, les failles métaboliques se manifestent par un impérialisme extractiviste à l'étranger, dont l'activité du Canada sur la scène mondiale est exemplaire.

**La troisième partie** explique pourquoi, contre le réformisme et le défaitisme, la seule voie à suivre est la révolution. Elle explique comment rejoindre la lutte révolutionnaire contre les changements climatiques ici même à Tio'tia:ke (Montréal).

L'objectif de ce texte est de contrer la dangereuse propagande capitaliste, bourgeoise et étatique, de clarifier et d'organiser notre pensée sur la lutte écologique et de d'ouvrir la discussion quant à ce qui peut être fait à Tio'tia:ke (Montréal) et dans le contexte canadien plus largement. Nous espérons qu'il sera lu et partagé largement entre ami·e·s et camarades. Ensemble, nous devons aider nos proches à comprendre que la crise écologique prend racine dans le capitalisme, et que sont nécessaires des solutions coordonnées, révolutionnaires et anticapitalistes.

<sup>1</sup> Les termes référant à des situation de pouvoir (policiers, politiciens, etc) ne sont pas féminisés pour illustrer le fait que le pouvoir est généralement détenu par des hommes.

Si vous désirez plus de copies imprimées de ce journal, veuillez nous contacter à [info@clac-montreal.net](mailto:info@clac-montreal.net).

# LES DANGERS DU RÉFORMISME : DÉFAITISME ET INACTION

L'état de la crise est si évident que le climatoscepticisme pur et dur n'est plus une option pour les gouvernements et les entreprises, comme il le fut dans le passé. Les élites politiques et économiques du monde entier parlent désormais ouvertement de la catastrophe écologique et s'étendent en discours inspirés sur l'importance de s'y préparer.

Mais si nous pouvons apprendre de nombreux faits véridiques et importants sur les changements climatiques à l'école, auprès des scientifiques et dans les médias (sur le rythme du réchauffement, les gaz à effet de serre, la consommation d'énergie, etc.), l'ensemble du cadre dans lequel les changements climatiques sont présentés au public est trompeur ou simplement erroné.

Selon cette propagande, les changements climatiques sont une menace extérieure aux tendances des économies capitalistes à une croissance inconsidérée. Or, la crise climatique est une partie inextricable du capitalisme lui-même. Les capitalistes dépensent des milliards de dollars

chaque année en propagande pour «externaliser» la menace des changements climatiques : faire croire qu'ils constituent une menace qui provient d'en dehors du système. La continuation de leur règne dépend de leur capacité à faire croire que les changements climatiques sont une péripétie qui arrive au système qu'ils dirigent – comme s'il s'agissait d'une invasion extraterrestre ou d'un astéroïde – au lieu d'être une partie intégrante et inévitable du système lui-même.

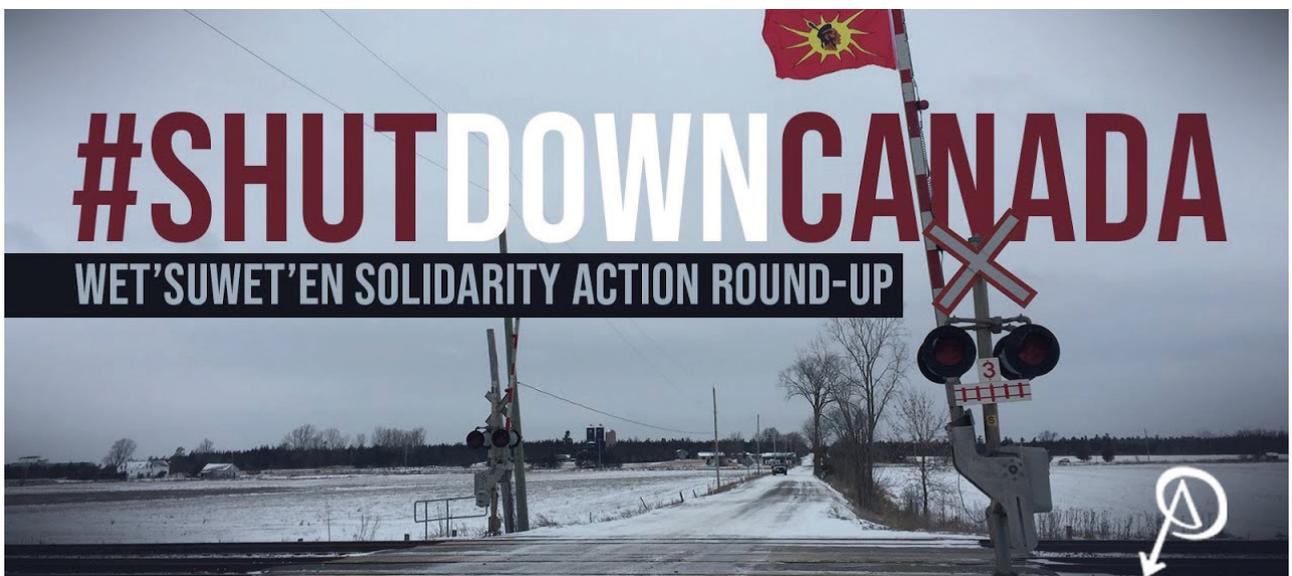
Détourner l'attention du véritable problème, nécessite une propagande dangereuse qui se présente sous deux formes principales : le réformisme d'une part et le défaitisme de l'autre.

## L'IMPASSE DU RÉFORMISME

Le réformisme, grossièrement, postule que nous pouvons sortir de la crise en adoptant les bonnes lois et en inventant les bonnes technologies, sans avoir à changer quoi que ce soit au système capitaliste de rapports sociaux qui donne lieu à ces lois et technologies. Le succès du réformisme en tant que stratégie de propagande repose sur un

spectacle gigantesque, donné par des responsables gouvernementaux et corporatifs, destiné à nous assurer qu'ils sont conscients de la crise climatique et qu'ils font de leur mieux pour y remédier le plus rapidement possible – dans le cadre des contraintes de nos systèmes et institutions «démocratiques», il va sans dire. Mais les masques tombent quand on réalise que notre système parlementaire n'est pas réellement démocratique – c'est un système de domination d'une classe sociale par une autre, déguisé en une véritable démocratie «par et pour le peuple». En effet, ce qui est soumis au suffrage public, c'est uniquement la nomination d'un délégué de comté à la chambre basse ; et là s'arrête le caractère démocratique de nos États.

Les limites du réformisme au sein de notre système actuel de gouvernement pseudo-démocratique sont évidentes. Supposons un instant que des élections, dans l'actuel système défaillant, puissent substantiellement changer les choses ; que la crise climatique puisse être régulée en votant pour les bonnes personnes. Quand même ces bonnes personnes arriveraient au



pouvoir, les incitations matérielles qui régissent au fonctionnement de nos gouvernements sont en contradiction directe avec la production d'un changement durable. Ces gouvernements en effet ont un horizon politique de quatre ans. C'est à ce rythme que les différents partis se disputant le contrôle des postes de décision doivent montrer qu'ils ont « amélioré » quelque chose s'ils veulent être réélus. Dans le contexte de la convergence des médias, où la grande majorité de l'information est produite et diffusée par Québecor et les médias d'État, les enjeux politiques mis de l'avant dans l'actualité sont ceux qui intéressent la classe capitaliste : la croissance économique et l'emploi, ainsi que des potins stupides sur la vie des politiciens. La clique au pouvoir a donc intérêt à satisfaire ceux qui facilitent son élection et donnera du travail à ses représentants en chambre lorsqu'ils quitteront leurs fonctions politiques : dans la grande industrie, dirigée bien sûr par la classe capitaliste, ou dans d'autres sphères confortables du monde bourgeois. Cela conduit trop souvent à des coupes dans ce qui sert les pauvres, et aboutit, l'année des élections, à ce que le gouvernement sortant achète des votes avec le résidu de ce qu'il a volé et rende une partie de ce qui a été coupé. On l'a très bien vu cette année, par exemple, avec la distribution des

chèques de 500\$ par le gouvernement caquiste dirigé par François Legault à l'arrivée des élections. Plus important encore peut-être : il n'est pas politiquement rentable pour un gouvernement d'investir dans un changement à long terme, puisque les résultats de l'effort investi pourraient être récoltés par un nouveau parti au pouvoir, après les prochaines élections. Le gouvernement dépense donc de l'argent, sans que cela profite à sa réélection.

Nous nous trouvons donc dans une situation où notre système électoral ne repose pas sur un choix démocratique éclairé. Un vote pour l'un ou l'autre des grands partis politiques est essentiellement un vote pour la même classe capitaliste, et pour la même inaction climatique. Les différents partis portent simplement des chapeaux politiques différents et utilisent des langages divers pour exprimer des idées ma foi fort similaires. L'illusion de choix que produit le processus électoral donne aux gens le faux espoir que les choses pourraient être fondamentalement changées de l'intérieur du système, s'ils pouvaient seulement convaincre ami-e-s et famille de voter différemment. Les élections remplissent ainsi une importante fonction idéologique en soutenant le simulacre de démocratie, en captant l'énergie, la colère et les diverses idées du peuple dans un système dont l'issue

est et prédéterminée et inchangeante : la domination capitaliste.

En promettant des réformes politiques et des solutions technologiques à des problèmes sociaux, les gouvernements occultent la raison d'être de l'État qui est en fait la protection du profit capitaliste, tant au pays qu'à l'étranger. Par exemple, le NPD de la Colombie-Britannique a défendu avec ferveur et constance les intérêts des investisseurs capitalistes en demandant le déploiement de la GRC pour réprimer violemment les défenseur.e des terres (*Land defenders*) Wet'suwet'en et leurs allié-e-s, se lavant les mains de toute responsabilité en blâmant la GRC ou l'État fédéral. En réalité, ces trois institutions se coordonnent au grand jour pour défendre les intérêts privés tout en se désignant mutuellement comme boucs émissaires lorsque le public vient demander des comptes à une institution.

Mais il n'y a pas que les institutions politiques qui jouent un rôle de propagande. Les institutions scientifiques jouent également une fonction idéologique très importante dans une démocratie libérale, en favorisant le recours systématique à l'expertise. Se faisant, la population est exclue de ces débats par son absence de spécialisation, favorisant au contraire celui des industriels qui eux sont des spécialistes. Le





flot incessant d'enquêtes et de rapports de comités scientifiques divers sert de substitut à l'analyse sociale de la situation, tandis que les incertitudes et les inconnues inhérentes au processus scientifique servent d'excuses à l'inaction politique. En fait, on observe une tendance croissante à la fabrication délibérée d'incertitude et d'ignorance dans la littérature scientifique afin de maintenir la science «en suspens». Le cas de Monsanto est exemplaire : l'entreprise a financé des publications scientifiques «indépendantes» afin de semer le doute sur les méfaits écologiques et sanitaires des pesticides à base de glyphosate. Tant que les faits générés par les instituts scientifiques joueront un rôle dans la justification de la réglementation gouvernementale (ou de son absence), les grandes entreprises voudront être impliquées dans la production de connaissances scientifiques.

Plus important encore, les explications scientifiques dominantes sur les changements climatiques servent une fonction idéologique terrifiante quand elles dépeignent la crise écologique comme un problème technocratique que seul un petit groupe d'expert·e·s et d'intellectuel·le·s de l'environnement est qualifié pour résoudre. Cela ne pourrait être plus éloigné de la vérité. Au contraire, les changements climatiques ont en réalité des racines

sociales et les problèmes qu'ils constituent ne peuvent être résolues que par l'action collective et une reprise en main de ces questions par la population.

### **LE MYTHE DE LA SCIENCE « POLITIQUEMENT NEUTRE ».**

Cette année marque la publication du dernier rapport du GIEC, qui se concentre sur les différents scénarios possibles pour éviter un réchauffement climatique allant jusqu'à 4 ou 5 degrés Celsius, ce qui suffirait à éliminer la majorité de la présence humaine sur Terre d'ici 2100. Le rapport compte des milliers de pages, mais ses conclusions sont assez simples : nous devons cesser de produire des gaz à effet de serre et arrêter de penser que nous sommes sur la bonne voie. : Les demandes du GIEC, sans constituer le moins du monde un programme écologiste de gauche radicale, troublent l'état des choses puis qu'elles exigent implicitement une transition vers un système économique que la classe capitaliste et les États qu'elle dirige ne peuvent tout simplement pas fournir. Ce n'est donc pas étonnant si les plans et objectifs du GIEC sont largement contradictoires avec leurs demandes. La raison en est que ce rapport scientifique officiel, comme la plupart des rapports du même type, est rédigé par

un groupe de scientifiques et de technocrates prenant pour base la nécessité absolue du maintien de la croissance économique qui l'amène dans un réformisme sans issue, ou qui se censurent pour ne pas critiquer de front toute politique des gouvernements dont dépend leur financement.

Quoi que généralement bien intentionné·e·s, la plupart des climatologues sont trompé·e·s par l'idéologie bourgeoise selon laquelle la politique n'a pas sa place dans la science. On leur enseigne que la science de qualité est « objective », « neutre », « impartiale » et « sans biais ». Or la science est un processus intrinsèquement social, et les explications et théories scientifiques dominantes d'une période donnée ont historiquement toujours reflété les valeurs dominantes de la société, servant à justifier la misogynie, la transphobie, la suprématie blanche, et bien sûr, le capitalisme – le plus souvent à l'insu des scientifiques elleux-mêmes. Cette idéologie politique se manifeste dans toutes les hypothèses de base que les scientifiques formulent, et lorsque ces découvertes sont reçues par la société comme une source de connaissances « politiquement neutres », les explications scientifiques servent à leur tour à renforcer les attitudes qui ont donné naissance à ces hypothèses. Par exemple, des théories surmédicalisées



de la santé ont été utilisées pour minimiser la façon dont les facteurs sociaux et environnementaux donnent lieu à des conditions telles que le diabète et la dépression, en mettant au contraire l'accent sur les facteurs génétiques et biologiques. De même, les sciences de la Terre ont été cooptées par la classe capitaliste pour perpétuer le mythe selon lequel la crise climatique se réduit à la croissance des gaz à effet de serre et du CO<sup>2</sup> – un récit qui exclut commodément de l'explication notre mode de production capitaliste, lequel rend nécessaire l'émission desdits gaz.

Une révolution réussie ne peut faire l'économie des enseignements de la science, au contraire; mais la science sous la direction du réformisme ne conduit qu'à une image incomplète et trompeuse de la situation. Les types de récits et d'explications scientifiques que les institutions capitalistes et d'État font entrer dans la conscience publique ne seront jamais que ceux qui servent à légitimer et à perpétuer le statu quo politique. Il n'est donc pas étonnant que les récits scientifiques qui dominent le discours public soient ceux qui mettent l'accent sur l'aspect mécaniste du problème et sur les causes immédiates de la crise climatique (c'est-à-dire les émissions de carbone et l'élévation du niveau des mers) tout en occultant ses racines intrinsèquement sociales (c'est-à-dire

la logique de la production capitaliste). Dans le cas des changements climatiques, les émissions de carbone sont les symptômes de la maladie, et, scientifiquement parlant, c'est le capitalisme qui en est la cause première et l'unique coupable! Dans la mesure où les scientifiques ne sont pas autorisés·e·s ou habilités·e·s à affirmer directement ce fait, les explications scientifiques classiques donneront toujours une image incomplète et donc trompeuse de la crise climatique.

### **LA TECHNOCRATIE NE NOUS SAUVERA PAS**

Les gouvernements ont largement répondu à la pression publique sur les changements climatiques en imposant des réglementations inefficaces et des tarifs sur les investissements dans les combustibles fossiles, ce qui, conjointement aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement, a contribué à la flambée des prix du pétrole et du gaz. Mais la transition vers une soi-disant «économie verte» ne peut tout simplement pas être accomplie par ces réformes économiques, car les réformes et leurs objectifs déclarés se contredisent, même selon leur propre logique bourgeoise. Par exemple, il existe désormais une «inflation verte» parce que lorsque les réformes gouvernementales augmentent la demande de matériaux nécessaires à la production

d'énergie propre, il y a intensification de l'exploitation minière des matériaux essentiels à la production d'énergie éolienne, hydroélectrique et solaire: le cuivre, l'aluminium et le lithium, dont l'extraction implique des processus extrêmement lourds en carbone. Les coûts de ces métaux et minéraux essentiels ont continué à augmenter de façon spectaculaire parallèlement à la hausse des prix du pétrole et du charbon, ce qui rend les réformes et les incitations de la législation verte totalement inefficaces et, en fait, autodestructives, même dans leurs propres termes.

Rien ne prouve non plus que la flambée des prix de l'essence accélère le passage aux véhicules électriques ou au transport en commun, comme l'espéraient de nombreux réformateurs capitalistes. Au contraire, l'augmentation du coût des matériaux semi-conducteurs, due en partie à l'inflation verte et aux fermetures d'usines pour cause de pandémie, a entraîné une importante réorientation de la production vers les véhicules électriques de luxe destinés aux riches. Pire encore, avec la demande croissante de nickel, de cobalt, de lithium et de platine jugée «essentiels» à la «transition verte» capitaliste, l'État continuera à déposséder des communautés établies sur les futurs lieux d'extraction. On peut citer l'exemple de la Première Nation Neskantaga dans le Cercle

de feu de l'Ontario, qui est présente-ment dépossédée afin d'avoir accès aux «minéraux critiques». Ces minéraux seront utilisés pour répondre à la demande croissante en batteries de véhicules électriques, technologies de défense, téléphones intelligents et ordinateurs portables. Avec un plan visant à investir massivement dans les infrastructures pour la croissance d'une industrie des «minéraux critiques» de 3,5 milliards de dollars dans le Cercle de feu et à travers l'Ontario, il est clair que les gouvernements provincial et fédéral continueront à protéger les intérêts de la classe capitaliste par le *greenwashing* et la violence d'État. Pendant ce temps, au niveau municipal, les investissements dans l'infrastructure des véhicules électriques perpétuent un étalement urbain exclusivement centré sur la voiture, qui annulera à lui seul les gains mineurs réalisés par l'électrification. Une fois de plus on voit que les solutions techniques, axées sur le consommateur ou la consommatrice, les «Green New Deals» ou la «transition verte» ne nous sauveront jamais tant qu'ils visent à sauver avec nous la bourgeoisie et son rôle. Une technocratie capitaliste ne peut tout simplement pas réparer les dommages qu'elle cause.

En décembre prochain (2022), la commission sur la biodiversité de l'ONU tiendra sa COP15 (Conférence des Parties) à Tio'tia:ke (Montréal). Cette COP est une émanation de l'autre COP sur le climat, qui nous a déjà fait voir cette mascarade 26 fois. Maintenant, pour sa 26<sup>e</sup> année, nous savons exactement à quoi nous attendre. Cette farce est si prévisible que nous pourrions tout aussi bien épargner à ces scientifiques et politiciens leur temps d'antenne et écrire leurs discours creux à leur place, puisque tout le monde sait exactement ce qu'ils diront : les hypocrites verseront des larmes de crocodile, proposeront des solutions qui n'en sont pas, puis rentreront chez eux et se tourneront les pouces jusqu'à la prochaine itération de ce type d'événement.

### DÉFAITISME

À la lumière de ces paroles vides et de ces politiques inutiles, il est facile de glisser vers le défaitisme climatique, de tomber dans la fausse croyance qu'il n'y a rien à faire. Nous l'avons vu gagner nos ami·e·s et les membres de notre famille, les professeur·e·s d'université et les ouvrier·e·s du bâtiment, les scientifiques et les agriculteur·trice·s ; elle porte son ombre sur toute la gauche et aucun coin

d'internet ne semble hors de sa portée.

La montée du défaitisme est une excellente nouvelle pour les capitalistes. Ils se réjouissent en effet une première fois lorsque nos énergies sont canalisées vers des réformes inutiles qui ne leur feront pas de mal, et une seconde lorsque nous glissons inévitablement du réformisme vers le défaitisme climatique, car cela signifie que nous avons abandonné toute tentative de lutter contre le système.

Le défaitisme climatique est réactionnaire au plus haut point, et c'est une tendance que nous devons combattre même dans les communautés les plus progressistes. Abandonner la lutte contre la crise climatique, c'est se laisser berner et abandonner la lutte pour un autre monde. Contrairement à ce qu'en dit la propagande bourgeoise, la lutte contre les changements climatiques et la lutte contre le capitalisme sont en fait un seul et même combat – et il est loin d'être perdu.

Contre le réformisme sans issue et le défaitisme, il n'y a qu'une seule autre voie : la révolution. Avant d'exposer la nécessité et les voies de la révolution, nous devons contrecarrer l'histoire capitaliste du changement climatique en clarifiant les causes réelles de la crise.



# LES CAUSES PROFONDES DE LA CRISE CLIMATIQUE

**L**a propagande bourgeoise répand des faussetés sur la crise climatique dans les écoles et les médias – et cette propagande conduit à un réformisme inutile ou à un défaitisme mortel. Contre cela, nous devons nous apprendre et nous éduquer les un·e·s les autres sur la véritable cause de la crise climatique: le capitalisme, et les «failles métaboliques» qu’il crée dans nos communautés et sociétés à l’échelle locale et globale.

On peut se représenter la relation entre l’humanité et la nature comme l’interaction interne d’un métabolisme – nous faisons partie de la nature et il existe un échange constant et dynamique entre les humain·e·s et les aspects de la nature qui leur sont extérieur. Le capitalisme ne nous aliène pas seulement de notre propre travail, mais il nous aliène aussi de la terre. L’acte de transformer la nature et d’être transformé·e par la nature – par le travail – fait partie de ce qui nous rend humain·e·s. Nous pouvons voir comment le capitalisme en vient à créer des ruptures dans le cycle métabolique, transformant toutes nos relations matérielles avec la nature en un jeu tuméfiant d’extraction insensée de ressources.

De nombreuses personnes ont comparé le capitalisme à une maladie, ou à un cancer – l’analogie est pertinente. À la manière d’une tumeur cancéreuse dans le corps humain, dont les cellules se reproduisent aux dépens de son hôte, la classe capitaliste doit exiger une extraction et une consommation toujours plus rapides des ressources, simplement pour continuer à exister en tant que classe. Cette extraction se fait en réduisant au maximum l’apport de travail dans chaque procédé et donc généralement en concentrant la production en un seul endroit: l’usine, la mine ou la monoculture.

Cette concentration crée une pression en retour: la terre ainsi exploitée prend de la valeur, déplaçant les personnes n’ayant plus les moyens de rester où elles sont. Tout passe par cette optimisation: santé, éducation, logement et bien évidemment les biens de consommation courant. Les capitalistes disent qu’ils n’ont pas intérêt au gaspillage, que celui-ci réduirait leurs profits. Par contre, le capitalisme fait de la terre un champs de ressource naturelles à exploiter sans aucun égard au métabolisme: les solutions viennent de toujours plus loin géographiquement, plus creux dans la terre ou avec des procédés de plus en plus nocifs.

Cette «maladie métabolique» se manifeste par une accumulation excessive de ressources à un endroit et une pénurie de ressources à un autre endroit, ce qui empêche l’achèvement d’un cycle métabolique complet, où les matières seraient autrement produites puis rendues à la nature. Nous voyons l’excès à un endroit et la pauvreté à un autre, le froid extrême dans un environnement et la chaleur oppressante dans un autre, les sécheresses quelque part et les inondations ailleurs, les produits qui pourrissent sur les étagères des épiceries alors que les pauvres se privent de légumes frais juste à côté. Sous le capitalisme, tout dans notre système mondial – la richesse, la chaleur, l’eau, la nourriture – existe à la fois trop et trop peu. Le capitalisme nous empêche de construire les cycles métaboliques sains dont nous avons besoin pour équilibrer ces extrêmes contradictoires. En fait, on pourrait dire qu’en général, les plantes, en produisant de l’oxygène, sont équilibrées par les animaux qui le consomment. Au contraire, dans le système capitaliste, presque tout vient de la mine et finit au dépôt.

Cette rupture métabolique se manifeste aussi bien à l’échelle urbaine

qu’à l’échelle mondiale, comme nous le verrons dans la prochaine section. Mais d’abord, le plus simple est d’expliquer le concept de faille métabolique sous sa forme la plus brute et la plus élémentaire: la relation entre la nourriture et les excréments.

## CHIER LÀ OÙ ON MANGE

La crise écologique que nous vivons n’est pas nouvelle – elle connaît depuis quelques années une nouvelle forme et une nouvelle urgence, mais elle existe depuis aussi longtemps que le capitalisme. Par exemple, Marx observait, il y a plus d’un siècle, l’importance de retourner au sol les «excréments produits par le métabolisme naturel de l’homme» (y compris les sous-produits industriels et autres déchets) afin de compléter un cycle métabolique complet. Les paysan·e·s avaient l’habitude de réintégrer le fumier humain et animal dans le processus de production alimentaire (par l’application de «terre de nuit» comme engrais). Mais au XIX<sup>e</sup> siècle, de plus en plus de personnes sans terre migraient vers les villes – les aliments étaient cultivés en masse dans les campagnes, transportés sur des dizaines ou des centaines de kilomètres, puis consommés dans les villes, où les déchets étaient jetés dans des rivières polluées au lieu d’être recyclés dans le cycle alimentaire. Par conséquent, au milieu du siècle, les économies capitalistes étaient extrêmement préoccupées par l’épuisement et la dégradation des sols: si les nutriments ne leur étaient pas retournés naturellement, les sols s’épuiseraient et, en l’espace de quelques décennies, ils seraient incapables de produire des aliments.

L’épuisement des minéraux du sol a provoqué une grande panique dans la plupart des grands pays capitalistes comme le Royaume-Uni et les USA. En conséquence, un produit appelé

guano – substance des déjections des oiseaux de mer – est devenu extrêmement recherché pour ses qualités d’engrais concentré et riche en nutriments. À cette époque, les britanniques avaient le monopole du guano péruvien, qui était importé en masse d’Amérique latine par bateaux entiers pour fertiliser les sols épuisés des campagnes britanniques. Comme les États-Unis n’avaient pas accès au guano péruvien en raison du monopole britannique, le Congrès a adopté en 1856 la loi sur les îles Guano, qui a permis l’annexion de 94 îles riches en cette précieuse merde d’oiseau entre 1856 et 1903 (9 de ces 94 îles sont encore revendiquées par les États-Unis). C’est ainsi que les États-Unis ont commencé à importer des déchets aviaires par cargaisons entières du Pérou vers les côtes américaines. La situation ne s’est pas améliorée depuis: les engrais modernes qui remplacent le guano ne sont qu’une purification, où le phosphore, l’azote et le potassium sont précisément extraits.

De cet exemple fascinant d’«impérialisme du guano», nous pouvons tirer deux observations importantes: premièrement, nous pouvons conclure que la «faïlle métabolique» capitaliste rend la distribution de la richesse matérielle et des ressources naturelles chaotique, désorganisée, inefficace et totalement irrationnelle, que ce soit au niveau des villes, des pays ou à l’échelle mondiale. Ici, amoncellement de merde dans les cours d’eau entourant les villes; là-bas, pénurie de nutriments indispensables à la

culture des aliments dans les campagnes. Deuxièmement, cette histoire exemplifie parfaitement que le capital essaiera toujours de rectifier les problèmes qu’il rencontre par la violence et l’impérialisme, en annexant ou en contrôlant des ressources étrangères dans le sud global – dans ce cas, les États impérialistes ont annexé des

## LA PRODUCTION DE GAZ À EFFET DE SERRE À TIO’TIA:KE (MONTRÉAL)

Les États impérialistes (Canada) et les centres urbains qui les composent (Tio’tia:ke (Montréal)) sont les consommateurs de ce «cycle métabolique» brisé: les élites du Nord extraient l’énergie et les ressources du sud global, rendant possible chez eux un niveau de consommation excessif, voir du gaspillage. Les riches Canadien-ne-s sont à l’origine de la crise climatique en brûlant du carburant et en exploitant des ressources extraites à la fois au pays et dans le Sud. À mesure que les écosystèmes s’effondrent et que les phénomènes météorologiques extrêmes deviennent plus graves et plus fréquents, c’est le Sud qui paie de surcroît le prix de notre luxe en ressources épuisées et en souffrance humaine.

Le Canada est, sans aucun doute, un centre impérial qui fait des profits sur le dos des pauvres du monde. Mais une grande partie de la consommation élevée de combustibles fossiles et de ressources du Canada peut s’expliquer par l’inefficacité généralisée de la distribution et du transport des ressources au sein même du Canada. La population canadienne a le taux d’émission de gaz à effet de serre par habitant le plus élevé de la planète. Les excès de notre consommation sont visibles partout. Au Québec, 45 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent du transport (dont 80 % du transport routier) et 30 % proviennent du secteur

**RÉGULARISATION  
POUR TOU.TE.S  
SANS EXCEPTION,  
NI DISCRIMINATION**

STATUS NOW  
IN STATUS MAINTENANT  
ESTATUS AHORA

Manifestation et fête de danse:  
**Dimanche  
le 18 sept à 14h00  
Place du Canada**  
( métro Bonaventure )

solidaritesansfrontieres.org iwc-cti.ca

îles étrangères pour pouvoir expédier de la merde d’oiseau sur des milliers de kilomètres par mer du Pérou à la Grande-Bretagne. L’inefficacité ridicule de la distribution des ressources sous le capitalisme serait hilarante si elle n’était pas si profondément exaspérante.

Maintenant que nous avons une idée de ce à quoi ressemble cette «faïlle métabolique» de la société sous le capitalisme, voyons comment ces inefficacités se manifestent dans le contexte moderne de la métropole urbaine de Tio’tia:ke (Montréal), ainsi que dans la relation parasitaire du Canada avec le Sud global.

industriel. Malgré les progrès verts annoncés par nos gouvernements, la consommation d'électricité continue d'augmenter au Québec, alors que la surface résidentielle par habitant e-s a augmenté de 44 % entre 1995 et 2014.

### **DÉSORGANISATION URBAINE ET CULTURE DE LA VOITURE**

66% de nos dépenses totales sont liées au logement, à l'alimentation et au transport, qui sont des besoins de base. Comment notre consommation, essentiellement liée aux besoins primaires, peut-elle nous permettre de polluer autant? La réponse réside dans l'organisation inefficace des villes et de leurs environs dans le cadre d'un système capitaliste qui traite les terrains comme des marchandises. En fait, le principal facteur de consommation d'essence et de l'utilisation de la voiture est la distance entre le domicile et le travail. Ainsi, depuis 1950, notre empreinte énergétique a augmenté sans que nous nous en rendions vraiment compte, car les travailleurs e-s sont toujours plus éloigné e-s de leur

emploi. Mais comment cela est-il arrivé?

Dans le cadre du capitalisme, une maison n'est pas tellement évaluée pour sa «valeur d'usage» en tant que maison qu'elle l'est comme objet d'investissement pour des capitalistes, c'est-à-dire comme moyen de générer de la richesse, et d'autant plus de richesse que les prix des logements dans une zone donnée augmentent subitement. Ces propriétaires sont donc incité e-s à faire grimper les prix des logements dans les centres urbains et à expulser les pauvres de plus en plus loin dans les banlieues. Cela conduit à un étalement urbain massif en forçant les personnes et les familles à revenus moyens à s'installer en banlieue et dans des logements éloignés de leur travail ou de leur lieu d'études, les obligeant à faire des heures de route supplémentaires s'iels souhaitent vivre dans un logement plus confortable et plus abordable.

On pourrait penser que c'est le résultat de l'incapacité des différents niveaux de gouvernement au Canada

à nous protéger des propriétaires des centres urbains qui ne cessent d'augmenter les loyers et de rendre les conditions de logement déplorables. Mais ce serait techniquement incorrect, car l'État canadien, l'État québécois et les gouvernements municipaux ont en fait activement encouragé ce modèle de développement complètement dysfonctionnel. En d'autres termes, si les gens avaient accès à des logements adaptés à faible coût dans des quartiers leur permettant de répondre à leurs besoins par la marche ou le vélo, iels le feraient. Au lieu de cela, ce sont les décideurs politiques

soutenus par les capitalistes qui sont fautifs d'avoir initié le système du tout-à-l'auto à la fin des années 1950, qui est resté avec nous jusqu'à aujourd'hui. Les voitures et les camions légers du Québec émettent à eux seuls autant de gaz à effet de serre que les 44 pays aux émissions les plus basses réunis, soit près de 55 millions de personnes. Observons comment cela est devenu possible.

### **FAIRE LE CALCUL**

L'usage de l'énergie est directement liée à l'organisation de l'espace. Pour s'en convaincre, il est possible d'évaluer grossièrement la part qu'elle contribue à la production de gaz à effet de serre.

Premièrement, au Québec, un appartement possède un coût électrique 41% plus faible qu'une maison unifamiliale. Ces chiffres sont flous: évidemment, il y a peu d'appartements à Montréal assez grand pour accueillir des familles et le coût électrique pourrait être augmenté. À l'inverse, les propriétaires des logements locatif ne se préoccupent pas des coûts de chauffage et encore moins de la dépense énergétique qu'ils représentent parce qu'ils ne les payent que très rarement, si bien que les logements sont rarement correctement isolés.

Deuxièmement, les gens qui habitent en banlieue ont besoin de parcourir plusieurs dizaines de kilomètres, généralement en voiture. L'enquête origine-destination de la ville de Montréal montre que dans les quartiers centraux, le nombre de litres d'essence consommés par permis de conduire est parfois 10 fois plus élevé dans les couronnes de banlieues éloignées. Ainsi, en rapprochant les milieux de travail des lieux de résidence, si l'on fait une moyenne, «on peut estimer qu'on réduirait du tiers la quantité de kilomètres parcourus en conservant les véhicules en place. Finalement il serait possible d'aller chercher 50% supplémentaire de réduction en remplaçant la majorité des automobiles par des autobus.

Bref, en mettant ensemble toutes ces mesures, dans le contexte de Tio'tia:ke, où la moitié de la population vit dans les zones péri-urbaines, mettre fin au tout-à-l'auto pourrait effectivement réduire les coûts énergétique résidentiels de la région de Montréal de 27%, et de réduire la production de gaz à effet de serre liée au transport de 63% sans réellement toucher à notre confort.

## LES ORIGINES DE LA DÉSORGANISATION URBAINE

Avant les années 1950, les villes étaient déjà organisées autour de centres urbains, où les artères commerciales étaient imbriquées dans le tissu urbain, comme les rues Masson, St-Hubert, Wellington et Côte des Neiges. Entourés de zones résidentielles, ces vieux quartiers offraient aux résident-e-s la possibilité de prendre leur voiture ou de marcher pour satisfaire leurs besoins essentiels, réduisant ainsi considérablement l'utilisation de la voiture.

Cependant, à partir des années 1950, la stratégie du logement change rapidement, avec la création de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), qui vise à faciliter l'octroi de prêts hypothécaires aux ménages. Cet accès au crédit allait donner à une vaste population la chance d'acquérir une maison plutôt qu'être à la merci d'un propriétaire en ville. Toutefois, les promoteurs immobiliers ont tôt fait de prendre possession des terres propices à l'établissement de banlieues, en gardant une énorme part de profit pour éviter de réduire la demande pour leur propriétés en ville. Les espaces péri-urbains étant trop vastes et désorganisés pour permettre le transport collectif et dépendaient directement de la construction d'autoroutes. C'est pourquoi Candiac et Brossard ne sont apparues que lorsque le pont Champlain fut construit.

De plus, parallèlement à la construction des banlieues, on assiste à la concentration des emplois dans les centres urbains. Alors qu'à Montréal sont construites la Place Ville-Marie et la Tour de la Bourse, on assiste au développement de la Colline parlementaire à Québec avec la construction des complexes G et H. Dans les deux cas, les quartiers ouvriers sont détruits, que ce soit pour la construction des immeubles ou pour les autoroutes qui les relient aux banlieues.

La construction de l'autoroute Ville-Marie et l'élargissement de la rue René-Lévesque ont lieu à la même époque. C'est à cette époque que les tramways montréalais sont remplacés par des autobus et enfin par le métro. Toutefois, le pic de transport de la STM, atteint en 1949 alors que le tramway était encore dominant, avec 370 millions de déplacements cette année-là, ne sera dépassé qu'en 2009. Cela s'explique par le fait que les stations de métro ont été construites en fonction des besoins des plus riches. En effet, entre la station de la Savane construite pour amener les client-e-s à l'hypodrome des Blue Bonnets et la station Parc Jean-Drapeau, qui ne sera utilisée que pendant l'Expo, les populations les plus susceptibles de bénéficier du métro n'auront pas de stations à proximité. Ce n'est qu'ensuite que le tissu urbain se construira autour des stations, et qui dit nouvelle construction dit construction pour les plus riches.

Ainsi, pendant 70 ans, l'amélioration des conditions de vie de ceux qui ont pu fuir en banlieue a servi à acheter des pneus d'hiver, à payer des factures d'essence et à rembourser un prêt hypothécaire, offrant plus d'espace qu'une maison en ville et une voiture, qui reste avant tout un moyen de se rendre au travail. Alors les effets sur le quotidien sont marginaux sinon que les demeures sont un peu plus confortables. Mais le fonctionnement quotidien dépend de la production de milliers de voitures, d'infrastructures routières de dizaines de milliards de dollars, de l'extraction continue du pétrole, etc. Toutefois, les effets économiques sont indéniables: des dizaines de milliers de personnes s'achètent des maisons et des voitures à crédit. Les gouvernements, avec leurs ministres de l'habitation et du transport prétendent s'occuper de tout, mais s'occupent surtout de la croissance, et d'autant plus à des fins électorales. Pouvons nous être surpris

qu'on promette des tunnels ou des ponts dans le temps des élections?

Au lieu de cela, ils proposent des demi-mesures qui ne fonctionnent pas vraiment. La densification, par exemple, ne peut pas vraiment fonctionner pour deux raisons. Premièrement, dans la grande majorité des arrondissements, des exigences minimales en matière de stationnement sont imposées. Pour en comprendre la logique, il faut se rappeler que le stationnement, comme les routes, est conçu pour les périodes de pointe, c'est-à-dire qu'il faut quatre unités de stationnement pour accueillir une voiture: à la maison, au travail, dans les centres commerciaux et autres commerces. C'est pourquoi les villes se sont empressées d'imposer des exigences en matière de stationnement dans les règlements d'urbanisme et pourquoi la construction d'un immeuble de 40 logements dans Hochelaga doit prévoir 10 unités de stationnement. Le problème est que les nouveaux logements remplacent des bâtiments qui n'étaient pas soumis à des exigences minimales en matière de stationnement. On «densifie» donc en réalité en ajoutant du stationnement, ce qui signifie que l'objectif est clairement, non de rapprocher les lieux de vie des lieux de production et de consommation des biens et services afin qu'on se déplace de l'un à l'autre en transport actif ou en commun, mais de rendre les nouvelles constructions accessibles aux automobiles. Deuxièmement, à Tio'tia:ke (Montréal), seulement un tiers des nouveaux logements construits le sont dans des immeubles de moins de 50 unités. La plupart d'entre eux sont des projets à étages qui créent des problèmes de transport en concentrant des centaines de personnes dans un même pâté de maisons. Les habitants de ces logements s'installent donc sur des terrains de faible valeur en déplaçant les maisons des personnes moins riches qui s'y trouvaient avant la

construction ; en bref, en éloignant les pauvres du métro et des services. On a donc un mouvement de densification qui accélère l'exclusion sociale, tout en augmentant la quantité de parkings construits.

### **QUI PAIE POUR CELA ?**

La source du problème est que les propriétaires peuvent demander 1 500 dollars par mois pour un logement de trois chambres et demie à proximité de nos lieux de travail ou d'étude, ce qui rend nécessaire de vivre de plus en plus loin. Ainsi, les politiques de densification, qui sont des politiques d'épuration sociale couplées au stationnement, vont renforcer les dynamiques qu'elles doivent faire disparaître.

Surtout, cette dynamique est amplifiée par le fait que les personnes qui habitent plus loin ne paieront pas le prix fort de ce choix. Les pauvres paient cher pour que la classe moyenne attende dans les embouteillages : chaque année, le gouvernement provincial investit presque deux fois plus dans le transport routier que dans le transport public. Il en va de même au niveau municipal : les vignettes de stationnement qui coûtent entre 100 et 250 dollars permettent d'accéder à une place de stationnement dans les zones résidentielles dont l'entretien coûte entre 800 et 1300 dollars. Une étude estime que la voiture coûte plus de 6 fois plus cher en coûts sociaux (santé, accidents, etc.) que les transports publics. Bref, si

nous sommes si pauvres en ville, c'est en partie parce que nous payons les infrastructures (parking, autoroutes, ponts, boulevards) qui permettent aux plus riches de traverser nos quartiers pour aller travailler.

### **LA MONDIALISATION DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE**

Nous avons vu comment les infrastructures de transport sont un désastre sous le capitalisme – elles sont chaotiques, inefficaces et complètement insensées. Qui plus est, on voit aisément comment nos systèmes agricoles sont complètement désorganisés en raison de cette même « faille métabolique ». De la même manière que l'étalement urbain oblige les travailleur·euse·s à vivre de plus en plus loin de leur travail, la nourriture est

La construction des banlieues autour de Tio'tia:ke (Montréal) a recouvert certaines des terres les plus fertiles du Québec. La destruction de ces terres agricoles autour de Tio'tia:ke (Montréal) n'est pas sans conséquences : à mesure que les aliments produits près de chez soi ont disparu pour faire place aux autoroutes et aux stationnements, la production alimentaire s'est tranquillement déplacée vers les pays du Sud. Depuis le début des années 2000, plus de 50 % de la consommation alimentaire du Québec provient de l'extérieur du pays. Avec des coûts d'exportation drastiquement réduits par le faible prix de l'essence et des routes commerciales bien établies dans le cadre du libre-échange, la production alimentaire mondiale s'est spécialisée. En 2019, le Québec a exporté 8,8 milliards de produits alimentaires, alors qu'il en a importé 7,7 milliards.

Cette mondialisation de l'alimentation possède trois caractéristiques. Premièrement, les terres agricoles sont devenues excessivement concentrées entre les mains d'énormes producteurs. Cela signifie des exploitations d'envergure : la ferme moyenne vaut 3 millions de dollars. Dans cette agriculture spécialisée, on produit à la tonne pour l'exportation. Le Québec s'est spécialisé dans des créneaux particulière-

ment lucratifs : le porc est le premier produit d'exportation, suivi du chocolat, qui contre toute attente, est produit ici. On est loin d'une production

### **TRAVAILLEUR·SE·S ÉTRANGER·E·S TEMPORAIRES**

#### **ET PRODUCTION ALIMENTAIRE**

Même lorsque nous n'importons pas de produits du Sud, nous importons des producteur·ice·s du Sud pour cultiver des aliments chez nous contre des salaires de misère. En effet, l'agro-industrie canadienne dépend de plus en plus des travailleur·se·s étranger·e·s temporaires – des travailleur·se·s qui sont amenés à effectuer des tâches essentielles dangereuses et difficiles, souvent dans le secteur agricole. Ces travailleur·se·s, qui représentent 18 % de la main-d'œuvre agricole, subissent les conditions de travail les plus déplorables du pays, n'ont pas le droit de s'organiser et vivent sous la menace constante de l'expulsion. En 2022, le plafond fédéral pour les travailleur·se·s étranger·e·s temporaires à bas salaire a triplé, passant de 10 à 30 % dans les secteurs de la fabrication des aliments, des produits du bois et d'autres industries essentielles ; le Québec a également doublé la proportion de travailleur·e·s étranger·e·s temporaires que les entreprises peuvent employer dans le secteur agricole, la faisant passer de 10 à 20 %. Avec le soutien des institutions gouvernementales chargées de l'immigration et du travail, les entreprises agroalimentaires sont en mesure d'importer des travailleur·se·s du Sud, désespéré·e·s et privé·e·s de pouvoir pour maintenir des salaires bas et des marges bénéficiaires élevées.

également produite de plus en plus loin de l'endroit où elle est consommée, le tout sous l'impulsion de la logique singulière du profit capitaliste.

diversifiée qui permettrait une certaine autonomie alimentaire, une production et une consommation locales, et les possibilités d'un minimum de permaculture.

Ensuite, ces productions massives sont marquées par des entrées et des sorties qui proviennent des marchés économiques. L'exemple idéal est la production d'œufs. Dans la production artisanale, les coquilles d'œufs sont redonnées aux poules afin qu'elles aient suffisamment de calcium pour en pondre le lendemain. En revanche, dans le circuit actuel, les coquilles d'œufs sont au mieux compostées, voire jetées à la poubelle. Il devient alors nécessaire d'extraire le calcium de la terre, et les poules industrielles doivent en suite être nourries de coquillages broyés, afin de mieux remplir les décharges. Il s'agit encore d'une rupture complète des cycles métaboliques antérieurs au capitalisme qui reflète la même crise de la fertilité des sols que Marx a observée dans la décennie 1830.

De même, le compost urbain, qu'on collecte maintenant dans la plupart des régions, est rarement utilisé à des fins autres qu'urbaines. Dans la faille métabolique produite par le capitalisme, il doit exister une foule de palliatifs commerciaux et souvent industriels pour les écosystèmes, car les produits sont consommés à des centaines de kilomètres de leur lieu de production.

Enfin, en plus du transport, il faut tenir compte de la consommation d'électricité liée à une distribution inefficace et insensée des denrées. Des centaines de milliers de porcs,

pour une valeur totale de 2,1 milliards de dollars, sont généralement abattus dans plusieurs régions du Québec. Dans ces abattoirs, on travaille à -20 °C toute l'année, et on remplit des camions qui partent vers les ports qui exporteront la viande vers les marchés asiatiques, congelée. En effet, comme ce qui est considéré dans la décision du lieu de transformation des aliments, ce ne sont que les coûts, les facteurs de transport et de rentabilité énergétique ne sont pas considérés que sous leur aspect marchand. Ce n'est pas pour rien que de nombreux analystes font état d'une baisse de la sécurité alimentaire: si plus de la moitié



de nos aliments sont échangés sur les marchés mondiaux, nous ne sommes pas à l'abri d'une hausse soudaine des prix. À l'inverse, comme nos exportations reposent sur des produits de luxe comme le porc, le veau, le chocolat et le sirop d'érable, il est fort possible que ceux-ci soient les premiers à être réduits dans un contexte de hausse des coûts alimentaires

## **RÉDUIRE LA DISTANCE ENTRE PRODUCTION ALIMENTAIRE ET CONSOMMATION ALIMENTAIRE**

Dans un contexte urbain, la seule façon de colmater la faille métabolique est de réduire les différences massives entre «la ville et la campagne», notamment en réduisant la distance entre la production et la consommation des aliments.

Ainsi, dans le contexte de Tio'tia:ke (Montréal), l'objectif serait de construire des espaces de travail proches des lieux de vie, conçus de manière à ce que le transport reste minimal. Le logement ne peut pas rester une marchandise comme c'est le cas actuellement. Et ces espaces de travail et de vie doivent être proches des lieux de production et de transformation des aliments. Les jardins communautaires en ville doivent être multipliés, dans les pelouses des maisons de Westmount autant que possible. Les banlieues aussi, qui ont souvent des centres urbains,

doivent être transformées pour ramener des lieux de production et de transformation des aliments. C'est le modèle industriel qu'il faut repenser: il ne faut plus que le système économique pousse à une concentration toujours plus grande de la production dans un seul espace. L'objectif sera d'avoir un tissu de sites de production et de transformation qui tiennent compte des ressources locales et des besoins de chacun.

La faille métabolique se creuse et se colmate à l'échelle du monde ou d'un pays tout autant qu'elle affecte les relations entre les villes et leur

environnement. Dans l'exemple de l'impérialisme du guano, nous avons vu comment les pays capitalistes ont envahi les îles du sud pour avoir accès à la merde d'oiseau, pour ensuite l'expédier par bateau à des milliers de kilomètres de leurs côtes. Dans le contexte moderne, les capitalistes canadiens n'accumulent pas leur fortune autrement que par l'extraction de ressources et l'exploitation des travailleurs, tant au niveau national que dans la périphérie dominée par l'impérialisme.

### **L'IMPÉRIALISME CANADIEN : EXTRACTION, ACCUMULATION ET DÉPOSSESSION**

Les entreprises canadiennes ont plus d'actifs à l'étranger qu'à l'intérieur du pays, et les investissements canadiens dans l'extraction de ressources dans les pays du Sud global<sup>1</sup> ont connu une croissance exponentielle au cours des dernières décennies.

Le modèle capitaliste-impérialiste de l'exploitation minière canadienne est très simple: les sociétés minières canadiennes sont des intermédiaires qui extraient les ressources des pays pauvres et les vendent aux pays riches en réalisant un profit. Souvent, ces entreprises ne transforment même pas les métaux au Canada – elles font simplement de l'arbitrage.

En fait, le Canada abrite 75 % des sociétés minières du monde, et la plupart de ses investissements étrangers visent l'Amérique latine, l'Afrique et les Caraïbes. Parallèlement, l'or est le principal produit d'exportation du Canada vers des pays riches comme le Royaume-Uni et Hong Kong. En prenant aux pauvres et en vendant aux riches l'État canadien est devenu le champion mondial de l'industrie extractive. Les investisseurs de partout s'incorporent au Canada parce que l'État offre un environnement réglementaire inexistant, des incitatifs fiscaux généreux pour les sociétés

minières transnationales, ainsi qu'une protection contre les organes de réglementation. La TSX et la TSXV (Toronto Stock Exchange et Venture Exchange) sont les bourses les plus importantes au monde en ce qui concerne la levée des capitaux pour les marchés de l'exploitation et de l'exploration minières, et le Canada dépense plus d'argent pour l'exploration minière que tout autre pays, contribuant à 14% de tout le financement mondial pour l'exploration des



ressources naturelles. Les doubles conséquences coloniales et impérialistes de cette situation sont claires: estimés à 188 milliards de dollars, les actifs miniers canadiens à l'étranger représentent plus de 68% de tous les actifs miniers du pays.

Comment les minières canadiennes peuvent-elles garder le contrôle des ressources dans le Sud si elles ne font que servir d'intermédiaire essentiellement parasite? Les sociétés minières canadiennes traitent avec les groupes narcotiques ou paramilitaires locaux pour obtenir un accès exclusif aux ressources. Les militant·e·s autochtones qui résistent à l'exploitation minière et aux investissements

étrangers sont systématiquement attaqués par des groupes paramilitaires qui sont de connivence avec le gouvernement et l'armée, comme dans le cas de Guerrero et des morts d'Ayotzinapa, où de nombreuses entreprises canadiennes extrayant de l'or jouissent d'une forte présence et de relations étroites avec des groupes paramilitaires. Les mines appartenant à des intérêts canadiens au Pérou, en Colombie et dans toute l'Amérique latine ont conduit pendant des décennies à des meurtres parmi les populations locales et autochtones qui résistent à la dépossession et tentent de défendre leurs terres. Les investissements de capitaux canadiens dans la périphérie impériale laissent dans leur sillage une traînée irréversible de violence humaine et politique. Et au cours des dernières décennies, en particulier avec l'augmentation des coûts du cuivre, de l'aluminium et du lithium, ce modèle d'«accumulation par dépossession» n'a fait qu'accélérer.

### **IMPÉRIALISME ET NÉOLIBÉRALISME**

Que la ressource en question soit de l'or ou du guano, le capitalisme donne invariablement naissance à l'impérialisme. L'expansion capitaliste dans les pays étrangers est une stratégie importante pour les capitalistes afin de conjurer temporairement les effets d'une crise de suraccumulation – une caractéristique de la faille métabolique. En bref, la baisse de rentabilité provoquée par la surproduction sous le capitalisme peut être rectifiée en accédant à de nouveaux flux de consommateurs, à une main-d'œuvre moins chère et à des matières premières dans d'autres régions géographiques du monde. Dans le cadre de la logique du capitalisme, les régions périphériques doivent constamment être absorbées par le système capitaliste mondial et remodelées à l'image de son noyau impérialiste néocolonial.

De cette façon les nouveaux marchés et les ressources bon marché peuvent à leur tour absorber les excédents de capital des pays capitalistes avancés comme le Canada, retardant ainsi la dévaluation du capital qui se produirait inévitablement sans l'expansion impérialiste.

À cette fin, l'État canadien, par le biais de son soutien fidèle au FMI et à la Banque mondiale, a, pendant plusieurs décennies, imposé des mesures néolibérales «d'ajustement structurel» aux pays de la périphérie mondiale afin d'ouvrir de nouvelles économies, en éliminant les barrières commerciales pour les investissements de capitaux en provenance du Canada, en réduisant les services aux producteur/rices et aux consommateur/rices locaux et en privatisant les terres et les ressources dont dépendent certaines des communautés les plus pauvres. Le Canada bénéficie massivement des accords de libre-échange conclus avec le Mexique, le Chili, le Costa Rica, le Pérou, la Colombie, le Panama, le Honduras et d'autres pays, qui contribuent à garantir que les sociétés canadiennes d'extraction de ressources et d'autres sociétés étrangères bénéficient des mêmes privilèges que les sociétés nationales. Ces accords permettent aux sociétés

minières canadiennes d'intenter des actions en justice contre les pays qui tentent de protéger ou de nationaliser les ressources, ou qui cherchent à réglementer leur activité d'extraction de quelque manière que ce soit, en faisant peser toute la violence de l'État sur ceux qui osent résister.

### **IMPÉRIALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE**

Tous ces clivages expliquent la politique actuelle en matière de changement climatique. La croissance de l'industrie minière et pétrolière va de pair avec l'augmentation de la taille des voitures et des maisons, la distance croissante entre le travail et le domicile, et la mondialisation de la production alimentaire. Cette croissance est considérée comme essentielle pour notre économie. Alors à qui demande-t-on de réduire sa production de gaz à effet de serre? Le Sud, bien sûr! Ce n'est pas par simple incompétence que le gouvernement canadien ne fait pas grand-chose pour empêcher la catastrophe climatique: c'est simplement qu'il a travaillé pendant les 30 dernières années à essayer de rejeter la responsabilité sur d'autres pays par le biais de traités internationaux. En effet, le protocole de Kyoto et l'accord

de Paris ont été critiqués pour avoir pris comme référence l'année 1990. Or, depuis 1990, une grande partie de la production industrielle canadienne a été transférée au Mexique et dans les pays asiatiques. Les deux principales conclusions à tirer de ces traités sont les suivantes :

1) Nous regardons où les biens sont produits, et non où ils sont consommés – L'ALENA de 1994 a facilité le transfert de nos usines au Mexique, où la main d'œuvre est moins chère, y transférant du même coup la responsabilité des gaz à effet de serre qu'ils produisent. Nous continuons de consommer une part énorme de ce qui est produit dans le sud global ne serait-ce que la moitié de notre nourriture et presque l'entièreté de nos biens de consommation.

2) Nous savions que comme une grande partie de notre production industrielle se déplaçait, nous pouvions augmenter grandement notre production de pétrole tout en réduisant artificiellement la production de gaz à effet de serre. Cet état d'esprit impérialiste, associé à des politiques réformistes comme les plafonds de carbone, accroît notre dépendance à la logique de domination internationale.

#### **Notes :**

<sup>1</sup> Le sud global est un terme qui réfère à l'historique et la continuation de la domination entre les pays. Il regroupe des secteurs comme l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie qui ont historiquement été dominés par les puissances comme l'Espagne, la France, les États-Unis et le Canada

### **CONVERGENCE DES LUTTES ANTICAPITALISTES**

#### **CLAC – MONTRÉAL**

La CLAC porte le discours anticapitaliste par la diffusion de matériel d'information et l'organisation de campagnes et de manifestations, comme celle du 1er mai anticapitaliste de chaque année. La CLAC opère avec un mode de fonctionnement anti-autoritaire, sur la base des principes de l'Action mondiale des peuples, soit une opposition au capitalisme, au colonialisme, au patriarcat et au racisme, dans une stratégie de confrontation des pouvoirs en place et non de lobbying. Vous pouvez suivre les activités de la CLAC sur son site web à <https://clac-montreal.net>.

La CLAC est membre du GRIP-UQAM et du QPIRG Concordia. Si vous désirez plus de copies imprimées de ce document, veuillez nous contacter à [info@clac-montreal.net](mailto:info@clac-montreal.net).

# VERS LA RÉVOLUTION

**N**ous avons vu comment le capitalisme conduit à la crise climatique à la fois au niveau de la consommation urbaine et de l'extraction impériale. Une rupture des cycles métaboliques qui soutenaient nos sociétés d'avant le capitalisme mondialisé conduit à une dynamique de gaspillage dans le nord global, rendue possible par la violence et la dépossession dans le Sud global. La question demeure : que peut-on faire pour lutter contre cela? À notre avis, la tâche principale et la plus difficile est de développer une culture de la résistance. Parce que nous sommes inondé·e·s de propagande bourgeoise sur les véritables origines de la crise climatique, il faut défendre et diffuser que la crise climatique est une crise du capitalisme, et que la lutte climatique et la lutte anticapitaliste sont une

seule et même chose. Ces idées et principes doivent être martelés à un tel point qu'ils deviennent une forme de bon sens populaire : le désastre qui s'annonce est le produit de la société capitaliste et la seule solution est de détruire le capitalisme. C'est là que commence, selon nous, la culture de la résistance. On dépasse le stade de la consternation et du drame pour chercher des solutions et identifier les responsables de la situation. Cette idée doit être propagée dans nos podcasts, journaux, autocollants, affiches, assemblées générales, manifestations et en plus généralement dans toutes nos activités d'éducation populaire. Il faut cesser de mettre l'emphase sur les dégâts et les cataclysmes qui ne mènent qu'au défaitisme climatique,

et au contraire, s'attaquer ouvertement aux responsables du désastre et proposer la seule solution qui reste : le frein d'urgence qu'est la révolution.

## AGITATION ET ÉDUCATION POPULAIRE

Lorsque nous parlons de bâtir une culture de la résistance, nous parlons d'établir un climat social dans lequel les positions et les pratiques environ-



nementalistes anticapitalistes ont une grande visibilité, où les riches et les sexistes n'ont pas le monopole du discours sur ce qui doit advenir du monde. Cette culture se matérialise par de multiples actions et organisations : la nécessité d'agir doit laisser place à l'action, et de larges pans de la population doivent commencer à soutenir un mouvement environnemental véritablement radical, qui soit anticapitaliste, anticolonial, anti-impérialiste et antipatriarcal.

À l'heure actuelle, la population conçoit l'essentiel de son pouvoir en termes de capacité d'action individuelle. Les détails des dangers qui nous menacent ne sont certainement pas clairs pour la plupart des gens,

mais le sentiment d'urgence et la menace de la fin du monde semblent être bien partagés. Cependant, ce sentiment de menace ne provoque pas encore de sursaut collectif. Nous pensons qu'une des explications est l'impasse du réformisme : les fausses solutions que les gouvernements nous font miroiter et le *greenwashing* des pollueurs en chef. On critique la consommation plutôt que le capitalisme, on dénonce les conducteurs et conduc-

trices de VUS plutôt que l'urbanisme qui produit cette réalité.

Il est temps de prendre les choses en main, car il est clair que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous devons construire une force révolutionnaire écologiste et anticapitaliste capable de frapper à la porte des conférences de ces hypocrites. La présente contribution commencera par proposer quelques idées

sur la manière de mieux nous organiser et de nous renforcer.

## MISE EN ŒUVRE SOCIALE ET LOCALE

Pour réussir à convaincre les gens, il ne suffit pas d'avoir les meilleurs arguments ou d'être celui qui parle le plus fort. Les gens ne nous rejoindront pas si nous n'avons pas quelque chose à offrir pour contrer les inquiétudes causées par la société capitaliste raciste et patriarcale. Notre lutte est perdue d'avance si nous n'offrons pas de structures de solidarité et de soutien mutuel. La destruction de l'environnement naturel causée par les changements climatiques apportera et apporte déjà son lot d'épidémies et

de pandémies. La crise de la Covid-19 n'est probablement qu'un avant-goût des futures calamités causées par notre système de production destructeur. Que ce soit dans nos quartiers ou au niveau international, les personnes qui sont les premières victimes de ces situations sont les plus pauvres et les plus exploités de nos sociétés. Les riches peuvent toujours fuir à l'autre bout de la planète pour échapper aux sécheresses et aux incendies, aux famines et aux maladies; nous sommes coincé.e.s, nous et les nôtres, là où nous vivons, travaillons ou étudions. Nous devons donc développer des structures d'entraide et de solidarité pour tenter d'endiguer la vague de catastrophes.

Même en l'absence de l'urgence climatique, toute personne moindrement empathique ne peut rester indifférente au sort injuste des plus vulnérables d'entre nous. Il faut créer des organisations qui améliorent le sort des gens. Ces structures s'alimentent en retour d'une implication de la population. Contournons les mécanismes d'assistance de l'État, qui ne cherche qu'à acheter la paix sociale par la charité et qui mène à l'impasse du réformisme.

Notre argument est simple : la seule condition à laquelle l'État plierait

est qu'il soit menacé de disparaître. Cela semble être la leçon historique de l'activisme dans les pays capitalistes «avancés» depuis la Seconde Guerre mondiale: l'État capitaliste ne craindra qu'une organisation anticapitaliste qui fait la démonstration que nous, sommes plus à même de gérer les besoins de nos communautés que notre gouvernement capitaliste. Ce qui terrifie la CIA à propos du Black Panther Party, c'est qu'il distribue des petits déjeuners alors que l'État laisse mourir de faim les enfants dont les parents ne peuvent pas se procurer de la nourriture sur les marchés. Ce constat fait aussi la part belle à l'idée de ne pas attendre le grand soir, la dictature du prolétariat, etc., pour produire la vie humaine que l'on veut vivre. Nous serions incapables de donner l'exemple d'un État capitaliste qui a connu des changements profonds sans que la pression populaire ne menace sa légitimité; et nous verrions d'un assez mauvais œil une organisation politique progressiste qui ne chercherait pas à faire vivre à ses membres l'égalité et la liberté qu'elle promeut dans de nouvelles relations sociales entre ses membres et dans ses milieux.

Nous devons participer à la création

de soupes populaires, de cliniques gratuites, de garderies, d'aides aux devoirs, d'espaces autonomes, etc. Ces structures de solidarité ont historiquement été des éléments majeurs de l'implantation populaire d'organisations révolutionnaires telles que la Confédération nationale du travail (CNT) en Espagne ou le Black Panther Party aux États-Unis. Aujourd'hui encore, les anarchistes athénien-ne-s gèrent de nombreuses structures d'entraide telles qu'une clinique de santé autogérée, des squats de logement pour les sans-papiers, des soupes populaires, des cours de langue et bien d'autres initiatives.

Cet engagement est essentiel pour beaucoup d'entre nous. C'est aussi ce qui nous donne le plus de soutien et de crédibilité dans nos communautés. Il est plus facile de parler de révolution quand on contribue à nourrir les plus exploité.e-s ou à éduquer leurs enfants. La solidarité en action vaut mille mots. Il n'est pas difficile de voir que là où les mouvements révolutionnaires sont solidement établis, ils tendent à se construire grâce à de telles initiatives. En combinant le travail politique et la solidarité, nous ne manquerons pas de développer une base sociale qui sympathise avec nos



idées, à l'échelle d'un quartier, d'une ville ou d'un pays.

## **ORGANISER L'AUTODÉFENSE**

Le travail d'éducation et de solidarité n'est qu'une partie de la lutte en cours. Si nous développons notre force, nos idées et notre présence dans la société, les défenseurs du statu quo ne manqueront pas de nous mettre des bâtons dans les roues: groupes fascistes, partis politiques, briseurs de grève, police, armée, groupes criminels, sécurité privée, etc. Ces différentes organisations ont historiquement été utilisées pour briser nos mouvements. Pour prendre des exemples européens, nous pouvons constater que les pays où le niveau de conflit social est le plus élevé sont aussi ceux où la police et les groupes fascistes sont les plus dangereux. Plus près de nous, des mercenaires ont été utilisés pour réprimer et intimider les opposant·e·s au Dakota Access Pipeline. Au «Canada», la police agit comme bras armé des entreprises extractivistes, comme on peut le voir en ce moment avec la lutte des Wet'suwet'en. La violence sera de plus en plus forte au fur et à mesure le dérèglement climatique s'aggrave.

Nous devons donc être prêt·e·s à nous défendre si nous voulons envisager sérieusement de changer la société. Pour ce faire, les organisations révolutionnaires doivent être préparées aux attaques des groupes ennemis, que ce soit sur le plan juridique, psychologique ou physique. Si nos efforts commencent à porter leurs fruits, ou si la détérioration de la situation modifie le paysage politique, nous ne manquerons pas d'être confronté·e·s à une répression accrue et à des attaques multiformes.

En Europe, aux États-Unis et au Canada, les fascistes s'arment, organisent et mènent des attaques contre ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. La violence policière effrénée des États brise les corps et les esprits de celles et ceux-là mêmes

qui sont les premières victimes des politiques extractivistes et des catastrophes climatiques, ou qui tentent d'y échapper. À Laval, par exemple, une nouvelle prison est en cours de construction pour les migrant·e·s, alors que les personnes racisées et autochtones sont déjà surreprésentées dans les prisons ordinaires. Rien d'essentiel ne distingue structurellement cela l'État canadien des autres pays. La situation va empirer, même si nous ne savons pas encore à quelle vitesse ni à quel point. N'attendons pas la dernière minute pour réagir comme les gouvernements l'ont fait avec la situation climatique.

Cette autodéfense peut et doit être multiforme: fonds de grève, fonds anti-répression, connaissances et contacts juridiques, groupes antifascistes, services d'ordre, etc. Au Québec, le travail de documentation et de lutte contre l'implantation de l'extrême droite de Montréal Antifasciste nous permet de garder un œil sur les activités des groupes, pareillement à celui du Collectif Opposé à la Brutalité Policière quant aux abus policiers. Soyons prêt·e·s.



## **PASSER À L'OFFENSIVE**

Jusqu'à présent, nous avons surtout parlé de la manière de se protéger, de convaincre et de s'implanter dans

le cœur et l'esprit des gens. Mais le but de tout cela n'est pas de se replier sur cette contre-société naissante. Le but est de créer les meilleures conditions pour s'attaquer aux causes de nos souffrances et empêcher la destruction de l'environnement. Le but n'est pas de devenir des survivalistes qui espèrent résister au désastre sans essayer de changer la société. Il faut tâcher d'éviter, dans la mesure du possible, le pire de la catastrophe.

En premier lieu, il s'agit de refuser de laisser l'État déterminer les stratégies et les tactiques qui sont valables ou non pour nos mouvements. Il importe de ne pas faire le jeu de la police, de faire preuve de solidarité et de respecter la diversité des tactiques. La loi, l'ordre et la propriété défendus par l'État servent à maintenir le système capitaliste qui nous a conduit dans cette impasse: il est évident que nous devons parfois ignorer certains règlements, sans compter que ces lois nous sont imposées sans suffrage, et bien pire, qu'elles le sont aux peuples qui étaient sur le territoire bien avant notre arrivée. De même, l'État ne nous laissera pas contester efficacement les grandes entreprises extractives qui présentent un intérêt national vital. La communauté environnementaliste est depuis longtemps l'un des lieux où l'idéologie légaliste et non violente s'est fortement implantée. Depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, les gouvernements ont fait de belles promesses; il est grand temps de voir que les mesures étatiques ne servent qu'à défendre la grande industrie.

D'autre part, cela ne signifie pas que tous les moyens légaux sont inutiles; les grèves autonomes sur nos lieux de travail et dans les écoles peuvent avoir un impact important en perturbant la production et ses infrastructures, ou en menaçant de retarder l'entrée des étudiant·e·s sur le marché du travail. Mais ces grèves sont plus qu'un simple moyen d'arrêter la production: cette rupture dans la routine

quotidienne libère du temps pour les participant·e·s. En faisant grève, nous nous donnons la possibilité de participer à des manifestations, d'organiser des actions, de prendre de l'avance sur l'État et le capital, ou simplement de discuter entre nous. Nous avons vu récemment l'efficacité des blocages des voies de production et de circulation des marchandises à l'occasion des luttes de solidarité avec les Wet'suwet'en. Les chemins de fer, les ports, les pipelines, etc., sont des infrastructures vulnérables pour l'État et leur perturbation peut avoir des effets dramatiques pour lui. De nombreuses actions de ce type ont été, sont et seront menées, et leur généralisation en période de lutte peut avoir un impact majeur.

### **CRÉER UNE CONTRE-SOCIÉTÉ**

Nous sommes loin d'être impuissant·e·s si nous nous en donnons les moyens. Cependant, le critère principal n'est pas notre capacité d'action individuelle. Si nous voulons que nos coups soient efficaces, nous avons besoin d'une base sociale, d'un soutien populaire et de structures pour nous organiser. Nous devons développer nos espaces d'organisation et nous implanter sur le territoire. Si nous voulons être présent·e·s partout, faire de l'éducation populaire, créer des structures de défense et de solidarité, nous avons besoin de lieux pour le faire. Notre mouvement dispose d'un certain nombre de structures alliées : librairies, bibliothèques, communes, coopératives de travail, groupes communautaires, maisons collectives et autres lieux de vie ou

de divertissement. Nous devons renforcer leur réseau et les rendre plus accueillants pour la population. Ces lieux sont la colonne vertébrale de nos



luttes. Réunions, collecte de fonds, recrutement, entraide, logement; sans cela, il n'y a pas de mouvement durable.

La culture des centres sociaux en Allemagne, en Italie et en Grèce illustre l'utilisation et l'importance de ces lieux. Dans certains quartiers de Milan, le centre social est le cœur battant de la vie populaire. C'est là que les jeunes vont boire et fumer à l'abri de la police le week-end. C'est là que les locataires peuvent trouver de l'aide pour leurs problèmes. C'est là où l'on peut trouver des cours gratuits d'art et de sport ou des garderies. C'est là que s'organise l'autodéfense antifasciste ou la lutte contre les mesures réactionnaires de l'État. Un centre social anarchiste athénien a même ouvert une clinique gratuite, que des médecins professionnel·le·s dirigent bénévolement. Il faut créer davantage de ces structures et les ouvrir à la population. C'est dans ces lieux et dans nos mouvements que nous pouvons créer le germe d'une nouvelle société dans la coquille de l'ancienne. Nos lieux de vie, de lutte et de divertissement doivent refléter la société que nous

voulons construire, une société libérée de l'exploitation capitaliste et de l'oppression sexiste, raciste et coloniale. Nos opérations doivent refléter ces valeurs. Nous avons déjà l'expérience de ces pratiques, même si elles peuvent bien sûr être améliorées. Il s'agit d'enseigner aux nouveaux·lles militant·e·s nos principes de démocratie directe, d'autogestion et de fédéralisme. Contrairement aux partis et aux structures autoritaires de l'ancienne société, nous devons mettre

l'accent sur des méthodes de travail plus égalitaires et les améliorer par la pratique.

### **LE RÔLE DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES : FORMATION ET ACCUEIL**

Il est également difficile d'imaginer faire ce travail tout·e·s seul·e, avec quelques ami·e·s ou son propre groupe. Nous pensons que l'action individuelle ou en petit groupe n'a aucune chance de renverser la société actuelle.

Les actions individuelles peuvent avoir un certain impact, mais elles sont limitées dans leur capacité à transformer la conscience de masse et ne sont généralement une option que pour les personnes les plus privilégiées. Par exemple, avant Extinction Rebellion (XR), Greenpeace était l'organisation écologiste la plus en vue. L'organisation s'appuyait sur l'action directe de quelques militant·e·s pour attirer l'attention sur un message de décroissance. Si l'objectif est, disons, de bloquer un pont à l'heure de pointe pour dénoncer l'organisation polluante des transports, on a un meilleur

rapport activistes/ampleur de la perturbation économique si on n'envoie qu'une seule personne à la dérobée (la police doit alors bloquer le trafic elle-même pendant que les pompiers interviennent sur le pont) que si on appelle les gens à se rassembler à proximité pour une manifestation et essaie de bloquer le pont en masse avec quelques centaines/milliers de personnes. On a également plus de chances de réussir – jusqu'à ce que ce soit plusieurs milliers de personnes qui bloquent le pont. Mais on peut être sûr que le-a camarade attaché-e au pont sera poursuivi-e en justice.

Nous ne portons pas de jugement définitif sur ce type d'action directe. Cependant, notons que :

1) Greenpeace a peut-être obtenu des gains partiels, mais que l'organisation n'a pas réussi à transformer la société et n'a pas pu produire un vaste mouvement social et politique ;

2) le récit que ce type d'action produit est que quelques personnes, à la fois tout à fait raisonnables et absolument insensées, ont crié seules au désastre dans la nuit avant l'aube du sang ;

3) il attire l'attention de la police et du système judiciaire sur les éléments les plus mobilisés du mouvement environnementaliste.

Dans le même ordre d'idées, les années 2010 ont recentré certains des modes d'action politique à l'ancienne : perturbations collectives, manifestations et action parmi les masses. Certains ont justement dénoncé l'incohérence de ce mouvement international (surtout dans le nord global). Là où l'on y voit un intérêt de proximité avec les masses que n'a pas Greenpeace, XR semble pire en termes de sécurité de ses militant·e·s, notamment en faisant de l'action de désobéissance une occasion d'être arrêté et jugé « au nom de la Terre ». Demandez à n'importe quel·le de vos ami·e·s qui a fait l'expérience d'un

mouvement social réprimé : il vous dira que le statut (étudiant·e ou jeune travailleur·se) des militant·e·s arrêté·e·s était immédiatement déterminant quant à leur condamnation. Les pauvres sont les seul·e·s à aller en prison pour des émeutes ; pour qu'une étudiante en sociologie soit envoyée en prison, il faut qu'elle soit soupçonnée de terrorisme ; un jeune du quartier où se déroule une manifestation nocturne, qui travaille chez Tim Horton's et n'a pas fait d'études ne pourra pas dire au juge qu'il s'agissait d'une erreur de jeunesse en attendant l'entrée dans la vie adulte, et se retrouvera en prison. Ajoutez à cela les coûts d'un procès et il est facile de voir qui peut se permettre de faire du militantisme avec pour mot d'ordre de ne pas essayer d'empêcher l'arrestation. On voit aussi que l'organisation collective permet à des camarades de moins de moyens d'avoir accès à des ressources qui leur seraient inaccessibles dans la désorganisation.

Nous avons en tête un mouvement populaire massif, et pour le mettre en place, nous devons créer les structures qui l'aideront à émerger. Il est donc nécessaire de créer des organisations qui s'organisent publiquement sur une base révolutionnaire et démocratique et qui facilitent l'intégration

de nouvelles personnes dans le mouvement. Sans de telles organisations, il est difficile d'imaginer coordonner les efforts de suffisamment de révo-



lutionnaires pour convaincre des pans entiers de la population. L'objectif est de rassembler suffisamment de personnes dans un mouvement qui puisse peser et influencer le cours des événements.

Un autre aspect majeur de ces organisations révolutionnaires est qu'elles sont plus visibles et accessibles.

L'idéologie dominante voit d'un mauvais œil ce type d'engagement, qui peut paraître utopique ou trop radical. S'il faut courir après les militant·e·s

au patriarcat ou au colonialisme. En ce sens, les prolétaires, les féministes et les personnes racisées qui critiquent les modes d'organisation actuels sont indispensables à la mise en place d'un mouvement révolutionnaire inclusif et fonctionnel. Les exploité·e·s doivent former le gros de nos rangs, sinon il n'y aura pas de révolution ou de changement majeur. Ces organisations doivent être des structures qui facilitent l'intégration de ces personnes et les aident à développer leur autonomie et à défendre leurs intérêts.

Les groupes révolutionnaires sont également une véritable bibliothèque de pratiques, tactiques et stratégies militantes. L'expérience des luttes passées et l'histoire des mouvements peuvent être partagées par des camarades qui les ont vécues. Cette préservation de l'expérience permet de gagner un temps précieux et d'éviter de nombreuses erreurs.

L'organisation permet de mettre en place cette pérennité en assurant la formation des nouvelles générations.

### **SOUTENIR ET PROTÉGER**

Nous avons vu combien ces structures sont importantes pour partager l'expérience des luttes. Mais l'un des rôles majeurs des organisations révolutionnaires se joue lorsqu'il n'y a

pas de mouvement de masse. Il est facile, lorsqu'un mouvement social agite la société ou dans les années qui suivent, de trouver des gens et de se donner l'impression que l'organisation est inutile. Mais les camarades qui ont vécu ces périodes magiques savent qu'elles ne sont qu'un feu de paille dans une vie. Ces moments sont des exceptions à la règle, des ruptures dans la normalité. Que faire pendant les longues années de creux? Les mouvements environnementaux connaissent la même dynamique que les autres mouvements sociaux. Le renouveau actuel de la lutte écologiste ne doit pas nous faire ignorer la réalité de la politique. Certain·e·s d'entre nous se souviennent des expériences des mouvements écologistes de leurs parents dans les années 70. Ces périodes ont été suivies de violents retours de balancier qui ont parfois duré des décennies de politiques réactionnaires. L'organisation nous permet de survivre aux périodes hostiles, de conserver au mieux les connaissances et les structures: argent, locaux, expérience, etc.

Sans ces organisations, nous sommes condamné·e·s à un éternel recommencement; un mouvement social apparaît, s'épuise, les mêmes erreurs sont commises, le mouvement vacille, la lutte est perdue ou oubliée, le mouvement disparaît. Le cycle recommence la fois suivante. Si l'organisation survit, ou même se développe dans ces périodes creuses, les camarades sont déjà prêts à agir au début du prochain mouvement. Au lieu de perdre plus de temps à se disputer et à faire les mêmes erreurs, nous pouvons partager nos connaissances et notre expérience, lutter plus efficacement et peut-être gagner. Ne pas avoir à reconstruire nos mouvements à chaque fois nous permet aussi de nous renforcer avec l'arrivée de nouvelles personnes qui trouvent un lieu où leur action sera utile et bénéfique à la lutte. Les organisations



quand on veut s'engager, la rétention dans l'activisme ne concernera que les personnes les plus déterminées, mais pas forcément celles qu'on veut organiser. De plus, les personnes les plus exploitées ne sont pas celles qui ont le plus de temps disponible pour la lutte révolutionnaire. Elles vivent souvent une ou plusieurs oppressions spécifiques liées à la suprématie blanche,



révolutionnaires ne déclencheront pas la révolution, mais sans organisation révolutionnaire, la révolution ne sera pas victorieuse.

### **DÉFENDRE L'AUTONOMIE DES LUTTES**

Nous pensons que l'un des rôles majeurs des organisations doit être de défendre les mouvements contre les individus et les organisations qui cherchent à saper leur autonomie. Partis politiques, syndicats réformistes, groupes fascistes, organisations autoritaires, tels sont les ennemis qui menacent nos luttes et tentent de les utiliser à leur propre avantage. Il ne s'agit donc pas seulement de recruter, de former ou de construire des alternatives. Il ne s'agit pas non plus de diriger ces luttes ou d'en prendre le contrôle, comme se proposent de le faire certains groupes gauchistes. Nous pensons que seules les luttes autonomes, menées par les personnes concernées, sont des luttes véritablement émancipatrices et potentiellement victorieuses. Nous devons prêter notre force à ces luttes et leur permettre de se développer pleinement.

Dans cet effort pour l'âme des mouvements, les partis de gauche

sont souvent les ennemis les plus acharnés des luttes autonomes. Ils ne considèrent nos luttes que comme des tremplins vers une meilleure représentation dans la sphère électorale. Ils privilégieront donc toujours les modes d'action et les thèmes qui leur semblent les plus à même de leur faire gagner des voix. Pour notre part, nous privilégions la diversité tactique et l'autonomie. Nos positions sont donc irréconciliables.

L'organisation participe aux luttes par l'exemple, les conseils et le dévouement de ses membres. Notre énergie est dirigée vers le développement de la lutte et cherche sa victoire en utilisant des moyens qui favorisent la participation de tou-te-s. Au-delà de la victoire, nous considérons que le processus même d'une lutte a des vertus émancipatrices. La force démultipliée d'une organisation au service des luttes et des mouvements renforce d'autant plus nos chances de gagner.

### **ORGANISER LA RIPOSTE**

L'organisation n'est pas une solution magique et pose des problèmes intrinsèques qui sont discutés depuis longtemps à gauche, mais elle nous semble être la meilleure solution dans

le contexte actuel. Il semble inévitable que nous devions construire ce pont entre le mouvement révolutionnaire, les nouvelles personnes impliquées dans la lutte écologique et le reste de la société.

De plus, tout n'est pas à faire ou à réinventer, beaucoup de structures et de pratiques existent déjà sous une forme ou une autre. À Tio'tia:ke (Montréal), on pense évidemment au travail de la Convergence des Luttes Anticapitalistes (CLAC), mais cette organisation n'est pas la seule. On peut également mentionner les camarades du collectif Emma Goldman à Saguenay, le réseau libertaire Brume noire en Gaspésie ou le Drapeau noir à Sherbrooke. Multiplions ces initiatives à travers le Québec et coordonnons-nous : nos ennemis sont organisés ; à nous d'organiser la riposte.

### **CONCLUSION**

Le discours actuel sur le changement climatique ne peut mener qu'à l'une des deux impasses suivantes : le réformisme ou le défaitisme. La première réside dans la croyance erronée que nous pouvons résoudre la crise climatique par la réforme, sans abolir notre État capitaliste. La seconde repose

sur la croyance erronée que le changement climatique a condamné l'humanité à des souffrances toujours plus grandes et que nous, ne pouvons rien y faire. Il suffit de prendre l'exemple de la COP15 pour voir comment notre gouvernement continue à vendre les doubles récits du réformisme et du défaitisme. Ils dépensent des millions de dollars pour une conférence mondiale et des comités scientifiques afin de cacher le fait que notre mode de production capitaliste est la cause principale de la crise climatique – et que la crise climatique ne peut être résolue sous le capitalisme.

Nous avons vu que le capitalisme est un cancer qui transforme la relation métabolique entre l'humanité et la nature en un rapport parasitaire. La désorganisation accélérée de nos systèmes sociaux sous le capitalisme se traduit par une dépendance croissante et totalement inutile à l'égard des voitures et des combustibles fossiles pour répondre aux besoins fondamentaux de la vie quotidienne, par l'expulsion accélérée des peuples autochtones de leurs terres afin d'acquérir les métaux et les minéraux nécessaires à la soi-disant transition verte, par l'expansion de l'impérialisme canadien dans le Sud, par l'accélération des projets d'extraction de ressources à l'étranger et dans le pays, par l'exclusion des pauvres des centres urbains et par

la perpétuation d'un système insensé de production alimentaire mondialisé motivé avant tout par la logique du profit capitaliste.

Afin de résoudre la crise climatique, nous n'avons pas d'autre choix que de nous débarrasser des rapports productifs capitalistes en développant les organisations révolutionnaires qui existent actuellement et en en formant de nouvelles. Nous devons organiser la riposte au niveau local et international.

Le système capitaliste fonctionne en soumettant à ses rapports les parts de la production qui nous sont indispensables pour survivre: nourriture, logement, vêtements, etc. Toutes ces relations semblent terriblement complexes et impossibles à démêler. Comme à tout moment de l'histoire, la voie à suivre n'est pas claire à 100%, mais nous devons faire front commun contre le capitalisme, le patriarcat, le colonialisme et l'impérialisme. Le défaitisme et le réformisme nous ont déjà gagnés si nous croyons la bataille perdue d'avance. Le mouvement écologiste doit être pleinement intégré à la lutte anticapitaliste et révolutionnaire si ses militant·e·s veulent vraiment s'attaquer à la racine du problème. Cela semble en effet impossible à faire sans une meilleure coordination et structuration des mouvements anticapitalistes

et révolutionnaires. C'est en effet en agissant en solidarité avec les opprimé·e·s et contre les riches et les oppresseurs que l'on peut se faire une idée de ce qui est efficace ou non. Chacune des failles métaboliques du système capitaliste n'est pas seulement un énorme problème, mais aussi une opportunité d'action: nous pouvons frapper là où ça fait mal et nous pouvons utiliser les inefficacités du système contre lui-même. Et sur le terrain, nous pouvons nous rencontrer, instaurer la confiance, créer des réseaux, découvrir quel travail est déjà réalisé et où l'on a le plus besoin de nous. Nous développons également nos capacités en apprenant au fur et à mesure. Organisons-nous et faisons en sorte que nos luttes soient aussi larges que les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Nous sommes à un carrefour où l'incapacité des États-nations à lutter contre les changements climatiques est évidente. Il est temps de montrer à notre classe dirigeante que nous ne nous laisserons pas duper par leurs pathétiques tentatives de nous distraire avec des soi-disant sommets écologiques. Le prochain de ces sommets est la COP15 qui aura lieu du 7 au 19 décembre 2022 à Montréal. Perturbons leur petite fête: bloquons la COP15!



**Tree**

# ASSEMBLÉE CONTRE LA



# COP15

**Dimanche 11 septembre**

**12h**

**Plus d'infos sur [clac-montreal.net](http://clac-montreal.net)**

**[fucklacop15@riseup.net](mailto:fucklacop15@riseup.net)**